

Conseil d'administration du 14 mars 1981

• BUDGET 1980/81

Le budget total a été arrêté à 60 000 F. Le plus gros poste est le coût de composition et d'impression de *Terminal*. L'équilibre d'exploitation repose sur une vente militante de *Terminal* à 500 exemplaires (sur un tirage de 1 700) et sur 200 abonnements d'ici la fin juin. Le reste sera distribué par les librairies.

Le CA lance un appel à tous les adhérents et à tous les lecteurs pour qu'ils participent à la diffusion de la revue, notamment dans les milieux informatiques :

- en envoyant des listes de lecteurs potentiels ;
- en faisant passer de la publicité rédactionnelle ou des comptes rendus dans différents organes de presse.

• TERMINAL 19/84

Le CA a approuvé les sommaires des prochains numéros de la revue :

— début mai : n° 5 : Automatisation

— mi-juin : n° 7 : Dossier CNIL, mouvement syndical et informatisation, Télétel, télétravail, approche psychanalytique du problème du fichage, CP 8 (suite).

— sept-oct : n° 8 : Informatique et enseignement.

D'autre part pour la réalisation du numéro spécial « Informatique et Science-fiction » il est demandé à tous ceux et celles qui le peuvent d'écrire des « Nouvelles » et de contacter les spécialistes SF qu'ils connaissent pour leur demander des articles.

• GROUPES CIII LOCAUX

Une représentante du groupe de Caen a fait un exposé sur les projets du CIII à Caen : l'Institut Régional d'Etudes Mathématiques de Caen (IREM) travaille sur l'informatique, l'UD-CFDT vient de mettre en place une commission informatisation, le SGEN a fait un stage sur l'introduction de l'informatique dans les lycées ; quel doit être alors le rôle du groupe CIII local ?

D'abord avoir un rôle d'information de base sur l'informatique, ensuite de permettre le développement d'un débat sur les questions politiques posées par l'informatisation, enfin être le vecteur d'un travail d'enquête sur la réalité de l'informatisation dans la région de Caen (banques, CHU...).

Un stage d'information et de débat doit permettre de lancer ce travail.

Le groupe de Nantes a suivi la grève des dactylos-codeuses de

l'INSEE et prépare un travail d'enquête avec interviews sur l'automatisation de l'industrie de la région.

Des groupes locaux sont en formation à Toulouse, Grenoble, Lyon, Rennes, Aix-en-Provence, etc.

• CARTE D'IDENTITE

Un débat s'est ouvert pour analyser les difficultés rencontrées dans le lancement de la campagne de refus de la carte d'identité informatisée.

— l'identité ne constitue pas un terrain de lutte habituel pour les organisations du mouvement ouvrier.

— la dénonciation du caractère infalsifiable de la carte n'est pas comprise, sauf par ceux qui ont eu l'expérience de périodes politiques particulières (la Résistance), au contraire pour mettre en cause le caractère infalsifiable de la carte, il faut avoir quelque chose à cacher ou à se reprocher.

— la majorité des gens souhaitent donner à l'administration une image limpide d'eux-mêmes, pour être en règle avec elle. Sans postuler un recul de la vieille méfiance séculaire vis-à-vis du pouvoir et de l'administration, l'expérience commune semble prouver qu'il y a plus d'intérêt à être transparent vis-à-vis de l'administration qu'à conserver des secrets ou une zone d'opacité.

— la perception la plus immédiate du projet du ministère de l'Intérieur est qu'il va faciliter la vie quotidienne : à la poste, pour payer par chèques et pour toutes les autres occasions où il est demandé de prouver son identité et, rendre des services pratiques. De toutes façons, chacun préfère dans une situation de face à face.

un anonymat relatif : la serrure électronique gêne moins que le regard et les réflexions du gardien ou du concierge.

— Les grandes organisations collent à la campagne de Payrefitte sur la Sécurité ; en témoigne le manque de réactions au projet d'informatisation de la carte de séjour des étrangers. La loi « Sécurité et Liberté » vient légitimer les pratiques liberticides.

La CFDT avait réuni un colloque sur « Identité, fichiers, liberté », elle a laissé tomber depuis.

— Cependant, lorsque le dossier est exposé avec précision et qu'est démontrée la stratégie gouvernementale, on constate qu'au delà de ses aspects pratiques immédiats se développe la conscience des risques que contient à plus long terme l'informatique. L'idée de LIMITER l'informatisation fait son chemin.

— Cependant les projets de fichage universel se heurtent à des contradictions : par exemple en RFA le projet de carte d'identité informatisée semble abandonné pour l'instant, suite à l'avis du commissaire à la protec-

tion des données et à ces contradictions entre le gouvernement fédéral et les « Länder » pour savoir qui allait payer !

Lancer une campagne sur le fichage en général apparaît inefficace. La carte d'identité reste un bon moyen pour faire progresser la prise de conscience des problèmes posés par le fichage ; les difficultés actuelles viennent essentiellement de l'absence de relais pour toucher un public beaucoup plus large ; le retard des grandes organisations par rapport aux luttes sur l'informatisation joue contre l'initiative.

C'est pourquoi il apparaît nécessaire de se donner des objectifs intermédiaires et de commencer par l'information et la sensibilisation des couches militantes, en développant essentiellement l'idée que carte d'identité et contrôles d'identité constituent une attaque unique contre la liberté d'aller et de venir.


Lors d'une prochaine réunion avec le CSCV, le SAF, le SM, le SGEN, la LDH, le CIII proposera la réalisation d'une brochure d'information signée par toutes



Culture et Liberté

L'INFORMATIQUE

CARABOSSE ou CENDRILLON



TOUT COMMENÇA LE JOUR DE LA NAISSANCE
DU «ORDINATEUR», AU GRAND DÉSPOIR DE TOUS.
UNE BONNE FÉE S'IMMISÇA DANS LE CORTÈGE
DES «ADMIRATEURS» ET, LUI FIT DON DE LA MÉNÈCE
ET DE LA PATIENCE...

Edition Culture et Liberté. Scénario : Culture et Liberté. Dessin : Le Libérateur.
à commander à Culture et Liberté, 34 Bd Garibaldi Paris XVI.

ces organisations.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Le CA a approuvé un questionnaire sur la politique industrielle et sur l'informatisation à adresser aux candidats et à communiquer simultanément à la presse informatique.

AUDIO-VISUEL

Le CA a décidé d'acquérir pour 300 F une copie d'un montage audio-visuel sur GAMIN « Une Technique au-dessus de tout soupçon » réalisé par des travailleurs sociaux de la région lyonnaise. Il est à la disposition des adhérents qui souhaitent réaliser des animations sur l'informatique.

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Cette AG a été fixée le SAMEDI 13 JUIN 1981 : 32 rue Olivier Noyer 75014 Paris.

9 h 15-12 h : débat en commissions sur trois thèmes :

1. une informatique de gauche est-elle possible ? informatique et socialisme ?
2. dépasser l'appréciation contradictoire de l'informatique :
— on est contre (fichage, chômage, etc.)

— mais on ne peut pas y échapper (robotique, emplois pénibles, micro-informatique...)
Les salariés et les gens peuvent-ils utiliser l'informatique à leur profit ? Comment ?

Faut-il limiter l'informatisation ? Faut-il passer à la généralisation de son usage pour le démocratiser ?

3. Quelle pratique sur le terrain de l'informatisation ?

Comment le CIL doit-il parler de l'informatique ?

Pratiques des informaticiens, pratiques syndicales, pratiques anti-fichage.

Le débat sur ces questions sera préparé au sein du collectif. Le CA demande aux groupes locaux, aux commissions, aux lecteurs de préparer la discussion sur ces thèmes en rédigeant de courts textes de contribution, qui pourront être diffusés à l'avance.

13 h 30-15 h 30 : — présentation du rapport d'activité

— présentation du rapport financier

— bilan du fonctionnement
— rapport des commissions de la matinée.

15 h 30-18 h 30 : plan de travail 1981/82

— débats
— élections du CA.

20 h-22 h : spectacle théâtral sur l'informatique, les libertés, le travail et la culture :

HISTOIRES DE MEMOIRES
par le THEATRE DU LEVANT

Une nouvelle carte d'identité « informatisée » PROTESTATION DU « COLLECTIF DE LUTTE CONTRE LE FICHAGE

L'institution par décret du ministre de l'intérieur d'une nouvelle carte d'identité, devant être généralisée en 1983, soulève la protestation du « Collectif de lutte contre le fichage ».

Si dans un premier temps, l'opinion adhère volontiers à une plus grande efficacité de la police chargée d'assurer la sécurité, les mouvements cités

exemple si des Maliens de 40 ans présentent des signes de maladie supérieure moyenne...

appelant aux la...

Journées d'étude du STRAIS

Les stratégies de formation et les stratégies d'informatisation

Première journée : le 5 mai 1981, 9 h — 17 h 30 à l'INODEP, 31 rue de l'Espérance 75013

Le STRAIS organise deux journées d'étude sur les stratégies de formation et les stratégies d'informatisation faisant suite aux quatre journées d'étude de l'année 1980 :

- l'expérimentation lors de l'introduction de l'informatique ;
- l'automatisation et ses conséquences sur l'emploi, l'organisation et le contenu du travail ;
- stratégie syndicales et informatisation ;
- les politiques de main-d'œuvre et les systèmes de travail : informatisation et automatisation.

Le STRAIS (Association pour la Réflexion sur l'Automatisation, l'informatisation et Situation de travail) s'est donné pour but, lors de sa création en 1979 :

- l'échange et la réflexion sur les pratiques actuelles afin de ren-

forcer les capacités d'action et d'intervention sur les projets en cours ;

- la contribution par la publication des échanges : aux débats actuels et aux efforts pour une meilleure orientation des recherches et des actions ;
- le soutien à des initiatives tendant : à assurer une meilleure information.

Dans cette perspective, le groupe qui a préparé les journées d'études sur les stratégies de formation et les stratégies d'informatisation, proposera une trame — non exclusive — d'hypothèses et de questions sur laquelle se développeront les échanges et les réflexions des participants. Ces dernières pourront ainsi produire eux-mêmes et pour eux-mêmes une plus value grâce à la confrontation des expériences et des analyses.

Pour tous contacts : Karl Crochart CNET, 38-40 rue du Général Leclerc 92131 Issy les Moulineaux.

La CNIL : une girouette

Il est arrivé à la CNIL de donner un avis négatif sur l'utilisation de caractères normalisés OCRB facilitant la lecture de la carte d'identité informatisée par des terminaux.

On se souvient même que l'utilisation, en douce, de tels caractères par les services dépendant du ministère de l'intérieur avait suscité une campagne de presse. Le ministre démentait. Mais la CNIL envoyait alors son vice-président faire une descente à Levallois pour vérifier ce qu'il en était. On s'apercevait alors que le

ministère avait modifié trois caractères en catastrophe... Puis la CNIL demandait une expertise au Bureau de Normalisation qui devait conclure que des moyens de lecture optique n'étaient pas utilisables en France ! Eh bien, en douce toujours, et à effectifs réduits, la CNIL vient de retourner sa veste et d'accepter, le 7 avril, les caractères OCRB !

Girouette ? Paillasse du Ministre de la Police ? On ne manque pas de qualificatifs pour désigner cette Commission censée défendre les libertés.

La réponse

Dwar Ev, solennellement, employa de l'or pour faire la dernière soudure. Les yeux d'une douzaine de caméras de la Télévision l'observaient et les ondes portaient à travers l'univers l'image multipliée de ce qu'il était en train d'accomplir.

Il se redressa et fit un signe de tête à Dwar Reyn, puis il se plaça devant la manette qui établirait le contact quand il l'abaissait. Une manette qui relierait brusquement toutes les gigantesques machines à calculer de toutes les planètes habitées de l'univers — quatre-vingt-seize milliards de planètes — en un seul circuit géant. Ainsi, tous ces cerveaux artificiels ne formeraient plus qu'une monstrueuse machine cybernétique englobant et centralisant toute la connaissance de toutes les galaxies.

Dwar Reyn adressa quelques brèves paroles aux quelques trillions d'auditeurs qui étaient à l'écoute. Puis, après un moment de silence, il dit : « Maintenant, Dwar Ev ».

Dwar Ev abaissa la manette. On entendit un énorme bourdonnement, l'afflux de force arraché aux quatre-vingt-seize milliards de planètes. Des éclairs jaillirent, puis s'évanouirent.

Dwar Ev recula.

« L'honneur de poser la première question vous revient, Dwar Reyn ».

— Je vous remercie, dit Dwar Reyn. Ce sera une question qu'aucune machine cybernétique n'a jamais été capable de résoudre ».

Il se tourna vers la machine.

« Existe-t-il un Dieu ? »

La voix puissante répondit sans aucune hésitation, sans le moindre cliquetis de rouage.

« Oui, MAINTENANT il y a un Dieu ».

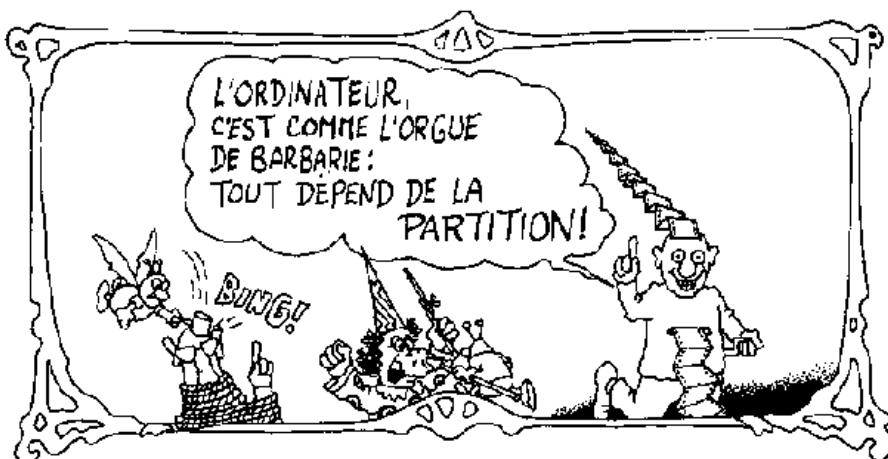
Une soudaine panique envahit le visage de Dwar Ev. Il bondit pour relever la manette.

Mais, à cet instant, le ciel sans nuage fut déchiré par une gerbe d'éclairs qui foudroyèrent Dwar Ev et soudèrent à jamais la manette que l'homme avait abaissée.

Frederic Brown
traduit par Francine Sternberg
The Answer

**Centres de recherche
centres de calcul
bibliothèques, associations
peuvent aussi être abonnés
à Terminal... 230 F**

**500 ABONNES
à TERMINAL... pour
commencer,
bien sûr !**



Carte d'identité informatisée : impensable en Norvège

A Oslo, j'ai pu rencontrer un inspecteur des données de la Datatilsynet, organisme correspondant à la CNIL, qui m'a procuré une traduction en anglais des textes législatifs relatifs aux fichiers de personnes (Lov om personregister m.m.).

Mais tout ce que j'ai pu apprendre doit déjà être porté à votre connaissance.

En résumé, de même que pour la CNIL, toute création de fichier, toute proposition concernant le traitement manuel ou informatisé de données concernant les individus, doit être soumise au contrôle de la Datatilsynet, qui délivre alors une licence, ou demande aux intéressés d'apporter des modifications ou de supprimer toute condition ne pouvant s'inscrire dans le cadre de la loi.

Les actes de loi ont été adoptés au parlement le 9 juin 78, ratifiés par le Conseil de l'ordre le 21 décembre 79 et sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 1980. Seules les parties concernant le droit d'accès au public à ces fichiers, ainsi que celles concernant les transferts de données n'ont pris effet qu'au 1^{er} juillet 80.

Un système de normes simplifiées existe aussi pour les secteurs considérés comme ne posant pas de problèmes.

Si l'on excepte l'intervention, plutôt symbolique, du roi — son pouvoir de décision étant généralement délégué aux autorités judiciaires et au « Data inspektør » — les textes français et norvégiens sont semblables. Les problèmes posés par l'informatisation ne sont pas tant dus à l'outil informatique qu'au mode de société et au système politique du pays auquel elle s'adresse.

Une proposition de carte d'identité informatisée est par

exemple ici tout simplement impensable, la Cl ordinaire étant inusitée (son utilisation se borne à l'émission de chèques, et la quantité de personnes possédant un chéquier est bien plus faible qu'en France).

En dehors de ce groupe officiel, je n'en connais pas d'autres (pas encore), étant à 30 km d'Oslo, sans pouvoir m'y rendre très souvent, mes efforts pour connaître des groupements, des parutions concernant des groupements, des parutions concernant l'informatisation, risquent d'être longs.

Je reste cependant à votre disposition pour effectuer des recherches et vous en faire part. Pour l'instant, mes questions n'ont reçu que des réponses négatives ou d'incertitude.

D.M. Oslo

Et aux USA ?

(...) Ici aux Etats-Unis, il y a un projet semblable de carte informatisée pour les cartes d'immigrés. Ces cartes américaines visent surtout le contrôle des ouvriers sans papiers. Il est clair que l'apparition de ce genre de cartes est quasiment simultané dans tous les pays qui ont opéré le blocage de mobilité internationale depuis 1974.

Ainsi ceux parmi nous dans le sud-ouest des Etats-Unis qui travaillent avec les ouvriers mexicains seraient très aidés si vous pouviez nous envoyer tous les renseignements possibles sur ces développements en France (ou dans d'autres pays d'Europe). Si cela vous intéresse, on pourrait de notre part vous faire parvenir des renseignements sur la situation ici.

Qui sabote la nouvelle carte d'identité ? !

Le système conçu et développé par Bernard Martinage et mainte à laser, sinon elle n'aurait choisi une photo de sa ginaï, attention alors en cas de femme pour représenter la contrôle d'identité car il se pourrait que l'on passe 6 heures au poste de police, pour avoir présenté aux forces de police une image de soi grisâtre ou méconnaissable.

Le ministère parle de phase expérimentale, dans trois départements de la région parisienne, qui seraient portés au nombre de treize d'ici fin 81. En réalité, le ministère de l'Intérieur maîtrise assez mal la technique informatique : obtenir une carte d'identité est un processus long compliqué et aléatoire (plus d'un mois) car le système n'accepte que des données comprises dans des définitions très strictes et rejette toutes les autres :

— il faut un timbre fiscal à 60 F et en un seul timbre, on ne peut plus comme par le passé prendre deux timbres à 30 F ou un timbre à 40 F et un autre à 20 F ; c'est la course aux différents bureaux de tabac ou aux recettes perception ;

— la photo doit avoir un format très précis qui n'est pas celui des photomaton et doit être suffisamment contrastée pour être digita-

— il faut ensuite s'entraîner à écrire sa signature, dans le cadre d'un format précis, les signatures qui dépassent sont rejetées.

— enfin, comme la recherche d'identité sur les registres d'état civil est effectuée directement par les employés des préfectures ou des commissariats de police, chacun risque des surprises, au cas où sa généalogie ou sa nationalité française serait douteuse ou mal établie ; une habitante des Yvelines, s'est vue ainsi refuser la carte...

A défaut d'avoir compris ce que cache la nouvelle carte (lecture optique, fichier national, etc.), les habitants des trois départements expérimentaux font l'expérience de ce que recèle l'informatique comme pouvoir de NORMALISATION.

**Faites abonner vos amis, vos collègues
ou offrez leur un abonnement à Terminal.
Envoyez-nous des listes d'adresses**

INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ A l'université de quartier du 13^e

Dans le cadre du cycle « découvrir l'informatique », l'Université de quartier du 13^e propose 5 séances de réflexion.

Chaque séance se déroulera sous forme de table ronde. Les intervenants seront des gens qui, dans le cadre de leur vie professionnelle ou au titre de simple citoyen, ont réfléchi aux transformations qu'impliquera l'informatique dans notre vie quotidienne : dangers, aspects positifs... Leur expérience, ou les informations qu'ils apporteront fourniront la matière d'un débat, souhaité le plus large possible.

Calendrier

6 MAI

• INFORMATIQUE, PROGRES OU MENACE POUR L'HOMME ? ET POUR NOUS, HOMMES ET FEMMES AU TRAVAIL ?

Conditions de travail — Coût humain — Division sexuelle du travail — Parcellisation des tâches — Déqualification/surqualification — Travail à domicile...

13 MAI

• INFORMATIQUE ET LIBERTÉ
Aspects juridiques de l'informatisation de la société. Rôle, utilité, dangers des fichiers de santé (GAMIN, AUDASS, fichiers de médecine du travail). Carte d'identité informatisée : fichage obligatoire ? Rôle et pouvoir de la Commission Nationale Informatique et Liberté dans la garantie des libertés

fondamentales.

20 MAI

• INFORMATIQUE ET ENSEIGNEMENT

L'informatique modifie le rapport au savoir, les moyens d'accès à la connaissance. Elle risque aussi de bouleverser les valeurs culturelles.

— l'informatique dans les lycées : l'expérience des 10.000 micro-ordinateurs.

— l'informatique discipline à part entière ?

— le rôle des maîtres. Enseignement assisté par ordinateur. Formation permanente et informatique.

3 JUIN

• INFORMATIQUE ET SANTÉ

Quels problèmes peut contribuer à résoudre l'informatique dans le domaine de la santé ?

— chez le généraliste — à l'hôpital — dans la recherche — l'aide aux handicapés.

10 JUIN

• INFORMATIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Les problèmes juridiques posés par les transmissions des données par satellite. L'informatique comme moyen de gestion et de contrôle de la division internationale du travail. Informatique et sous-développement.

Toutes ces séances se dérouleront de 20 h à 22 h, au Centre culturel des deux moulins : 185, rue du Château des Rentiers 75013 Paris.

actes

SECRETS ADMINISTRATIFS



ET FICHIERS

Numéro spécial de la revue Actes

Le numéro 30 (1) de la revue Actes consacré aux « secrets administratifs et fichiers » vient à son heure en participant à la prise de conscience actuelle des dangers de fichage et en apportant des débuts de réponses aux interrogations : peut-on lutter, comment lutter face à l'omniprésence des mémoires électroniques ?

Le thème du « secret » qui traverse tout le numéro (l'idéologie du secret, les pratiques du secret, le secret et les luttes) repose cependant sur une ambiguïté. A en croire l'éditorialiste, les lois du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique aux fichiers et aux libertés, du 17 juillet 78 qui garantissent le droit à l'accès aux documents administratifs, du 3 janvier 79 sur le droit d'accès

aux archives, et du 11 juillet 79 sur la motivation des actes administratifs, appartiendraient toutes à une « troisième génération des droits de l'Homme » : les droits à l'information, faisant suite aux droits naturels de 1789 et aux droits économiques et sociaux de 1946. Pourtant dès l'ouverture du numéro le très remarquable article de Gaétane Lamarche Vadel : « informatique secret et vie privée » précise bien la question : les secrets de la vie privée n'ont pas et ne peuvent pas avoir la même signification que les secrets de l'administration. A moins d'accepter comme inductible qu'avec l'informatique « le secret de notre vie privée, c'est maintenant l'administration, les services privés ou publics qui le détiennent » et de

reconnaître qu'un droit à l'information puisse constituer la contre-partie légitime de la transparence des individus face au pouvoir ; il n'est pas inutile de rappeler que le secret ne protège pas uniquement des bastilles administratives, mais aussi des individus pour lesquels le droit au secret de leur vie est le vrai fondement de la « nouvelle génération des droits de l'Homme ».

Actes analyse ces lois ; quels nouveaux droits, comment les exercer ? Il est intéressant de noter que cette législation qui emprunte l'essentiel de son inspiration à des lois suédoises et américaines (freedom of information Act) est dans ces deux cas davantage destinée à faciliter le travail des journalistes qu'à permettre un réel contrôle populaire sur l'administration. La « révolution juridique sans précédent » a ses limites.

C'est ce que montre l'article consacré au « fichage politique à l'armée ». Les investigations sont restées vaines et les plaintes sans réponses.

La difficulté d'appliquer ces lois dans le « cadre politique actuel » rend plus urgente encore la nécessité de regroupement des consommateurs et des citoyens pour défendre leur droit.

Les luttes pour lever les secrets d'Etat, menées sur un

strict terrain juridique offrent au pouvoir de nombreuses possibilités de diversion (affaire Curiel, refus opposés aux Amis de la Terre).

Mais n'y a-t-il là que résistance de l'« Etat fort et centralisé » à une prétendue politique libérale, ou simplement rodage de nouveaux modes de régulation facilitant la circulation de l'information comme marchandise, mise au point de nouveaux dispositifs de pouvoir où serait clairement distingué ce qui n'étant pas essentiel autorise un droit d'accès de ce qui étant au cœur du fonctionnement de l'Etat requiert toujours secret et discrétion.

Le dossier très complet sur la lutte menée par les travailleurs sociaux et la population du Val d'Oise contre le système AUDASS, apporte un début de réponse : la mobilisation des informatisés et des fichés, qui par delà le juridique pose des questions essentielles sur « les libertés individuelles et collectives, l'orientation de la politique sociale, la nature de l'activité des travailleurs sociaux ».

Un numéro à lire, à discuter, à conserver.

E.B.

(1) Actes Editions Solin, 1 rue des Fossés St Jacques 75005 Paris, Tél : 354.39.48, numéro 30, 32 F.